

| Controverse |

DRAINS INFRASTRUCTURE CONSTRUCTION LTD

Ce Special Purpose Vehicle ne fait pas l'unanimité

En vue d'accélérer la construction de drains dans divers endroits de l'île, surtout ceux qui sont à risque, la décision a été prise de mettre sur pied la Drains Infrastructure Construction Ltd qui sera sous la houlette de la Land Drainage Authority (LDA). Ce Special Purpose Vehicle aura pour tâche d'accélérer les différents projets de drains. Sauf que ce quatrième bras de la LDA fait tiquer l'opposition.

ADILA MOHIT-SAROAR
Adila@defimedia.info

La Drains Infrastructure Construction Ltd qui est un Special Purpose Vehicle aura pour objectif de faire avancer l'implémentation du National Flood Management Programme, comme annoncé dans le Budget 2021-2022 afin de mitiger les problèmes d'inondations dans les différentes régions de l'île aussi bien que pour créer une résilience aux flash flood et cyclones.

Or, l'opposition ne cache pas son inquiétude face à cette décision avalisée par le Conseil des ministres, la semaine dernière. Des membres de l'opposition ne manquent pas de qualifier la Drain Infrastructure Construction Ltd de 'boîte de pandore'. Le député du Parti travailliste (PTr), Osman Mahomed se dit très concerné par ce dossier et compte poser une question sur cette entité dès la prochaine séance parlementaire.

INTERROGATIONS

« De nombreuses questions se posent après la décision du gouvernement de venir de l'avant avec ce Special Purpose Vehicle. Est-ce qu'il sera traité comme un public body sous le Procurement Act ? Comment seront alloués les contrats ? Qui sera en charge de cette compagnie ? », se demande Osman Mahomed.

ERREUR DU PASSÉ

Selon lui, il semble que le gouvernement n'ait pas tiré des leçons du passé. Il évoque l'épisode de la Development Works Corporation (DWC) qui a été obligée de mettre la clé sous le paillason, notamment à cause des rapports défavorables sur la gestion des finances de cet organisme. « Je pensais qu'on avait appris la leçon. Or, que le gouvernement décide de venir avec une telle entité

démontre qu'il y a un manque de cohérence en termes de politique », déplore le député rouge.

OPACITÉ

Le député du MMM, Deven Nagalingum abonde dans le même sens. « La première chose qui saute aux yeux, c'est qu'il y aura beaucoup d'opacité, que ce soit au niveau de ceux qui auront les contrats, en termes de dépenses et autres. On a vu des cas comme celui d'Air Mauritius, et autres, où le gouvernement ne divulgue pas des renseignements sous prétexte que c'est une compagnie privée. C'est la même chose qui se passera avec ce système », estime notre interlocuteur.

ABUS ET CORRUPTION

Selon lui, cela concerne l'argent des contribuables et la population a droit à des réponses. « La transparence doit primer à Maurice, qui est une démocratie. Mais, avec ce Special Purpose Vehicle, il semble que cela va ouvrir la voie à la corruption s'il n'y a pas les garde-fous nécessaires pour éviter des abus », lance Deven Nagalingum.

Même le leader de l'opposition, Xavier Luc Duval monte au créneau. Il dit craindre qu'il n'y ait des abus, gaspillage des fonds publics et actes de corruption. « Il y a un relâchement total de procédures avec la création des compagnies privées qui ne sont redevables envers personne. Le logement social est déjà concerné tout comme la gestion des terres de l'État à travers Landscape (Mauritius) Ltd. C'est la porte ouverte à des abus, au gaspillage et des actes de corruption », ajoute-t-il.

Xavier Luc Duval soutient de plus que ce n'est pas le rôle des ministres ou des fonctionnaires



Il y a une urgence, selon le ministère des Infrastructures publiques.

que face aux aléas de dame nature dus au changement climatique, c'est une véritable course contre la montre pour les autorités. Afin de pallier aux risques d'inondations et d'accumulations d'eau, les projets de drains se poursuivent dans les différentes régions de l'île. La Land Drainage Authority (LDA) a été créée pour l'élaboration et l'implémentation d'un plan directeur pour la mise en place d'un réseau de drains à travers le pays.

LOURDE RESPONSABILITÉ

À ce jour, ce sont trois entités qui sont responsables de la construction des drains : la National Development Unit (NDU), la Road Development Authority (RDA) et les collectivités locales (mairies et Conseils de District). Désormais, c'est la Drains Infrastructure Construction Ltd qui sera le quatrième bras de la LDA et qui aura la lourde responsabilité d'accélérer les projets de drain à travers le pays. En effet, à l'approche de la saison des pluies, la pression s'accroît sur la LDA.

PRINCIPALES TÂCHES

La nouvelle compagnie, qui aura le gouvernement comme unique actionnaire, sera incorporée. Cette entité sera dans le futur appelée à mettre en œuvre des projets de drainage majeurs et surtout urgents, dans les zones très vulnérables identifiées par la Land Drainage Authority. Ces projets comprennent principalement des drains sur les versants montagneux, des caniveaux et des bassins d'atténuation pour l'évacuation des eaux de pluie lors des grosses averses avec pour objectif de protéger les

60 endroits à haut risque

Si en 2018, on comptait 150 régions inondables, la donne a changé. Selon les derniers chiffres de la LDA, le pays compte à ce jour 297 zones inondables et 60 zones hautement à risque. Ce sont des endroits où l'eau s'accumule très rapidement et où les dommages sont conséquents.

115 projets en chantier

Les organismes d'exécution, tels que la National Development Unit, la Road Development Authority, et les collectivités locales, ont déjà obtenu leurs listes de projets à être réalisés. À ce jour, 80 projets de drains ont été complétés tandis que 115 autres sont en chantier, y compris les grands projets dans les zones à haut risque. 32 projets butent à l'étape de l'acquisition des terres. Par ailleurs, 132 projets sont à l'étape de l'appel d'offres tandis que 648 projets sont considérés comme nouveaux et doivent à présent se soumettre à une étude de faisabilité.

de gérer et d'opérer des compagnies privées. Outre l'absence de transparence au niveau de l'octroi de contrats, ces compagnies privées échappent aussi à la vigilance du bureau de l'audit et ne passent pas par la Public Service Commission pour les recrutements.

LES AUTORITÉS RASSURENT

Dans le camp du ministre des Infrastructures publiques, on se veut rassurant. On explique

localités impactées. La somme de Rs 10,4 milliards sera dépensée au cours des trois prochaines années pour mettre en œuvre les projets.

Comment va opérer cette compagnie ? Qui seront ses directeurs ? Va-t-elle recruter et investir dans l'achat des équipements ? Nous avons essayé de glaner plus d'information. Or, il nous revient qu'au ministère des Infrastructures publiques, on se penche actuellement sur la structure et le cadre dans lequel évoluera la Drains Infrastructure Construction Ltd. « On essaye d'aller aussi vite qu'on peut en besogne concernant des modalités de la compagnie. Il y a une urgence et nous devons bouger assez vite. Malheureusement, par rapport aux drains, la NDU et autres ne peuvent pas faire aussi vite que nous le voudrions. La nouvelle entité s'occupera des dossiers urgents et allégera quelque peu le fardeau de la NDU. La construction des drains prend du temps et la NDU est limitée en termes de capacité », souligne le ministre de tutelle, Bobby Hurreeram.

Ainsi, la Drains Infrastructure Construction Ltd devra accélérer les projets de drains dans les régions à risques, où on est susceptible d'avoir mort d'homme en cas d'inondation. « Les projets seront fast-track mais cela ne veut pas dire que les étapes seront brûlées. La politique d'appels d'offres et de procurement reste la même. La nouvelle compagnie sera un implementing body et suivra les directives de la LDA pour l'implémentation des projets », souligne-t-on au niveau du ministère des Infrastructures publiques. Il nous revient aussi que les appels d'offres internationaux seront aussi privilégiés ou encore les compagnies locales pourront faire des consortiums avec d'autres compagnies locales ou internationales pour réaliser les projets.